



Wesh alors,

Pour ne rien vous cacher, on n'avait pas prévu ce numéro 3 sur ces sujets : censures, pressions et intimidations. Mais suite à la parution du premier numéro sur Le Ferry - Lieu de Vie Culturel à Palaiseau - nous avons vu tellement d'obstacles se dresser sur notre chemin, que nous nous devions d'en parler.

Mais comment parler de la censure quand on est soi-même victime de cette dernière ? Aujourd'hui nous décidons d'emprunter les quatre chemins, de brouiller les pistes, et ainsi de laisser nos détracteurs dans la boue, celle qu'ils ont eux-mêmes répandue.

Le *Petit ZPL* ne se soumettra à aucune forme de censure que celle qu'il s'imposera à lui-même.

L'autocensure est souvent motivée par la volonté d'être politiquement correct. Ici ce n'est pas notre cas. Dans ce numéro, si nous parlons principalement des péripéties du *Petit ZPL*, c'est pour ne pas mettre d'autres personnes en difficulté que nous-mêmes, par déontologie. Cependant, tendez une oreille à Palaiseau, et vous y entendrez certaines anecdotes qui vont donner peut-être envie de faire un journal.

Dans l'édition du premier numéro du *Petit ZPL*, nous clamions avec ferveur que ce journal vivra pour « contester la morale, défier l'autorité, affronter la bienséance... ». Aujourd'hui nous pouvons y ajouter : délier les langues, mater les matons, dégonfler les oppresseurs...

Amour radical,

L'équipe du *Petit ZPL*.



## La mairie de Palaiseau : plus Charlot que Charlie

Par Raphaël Godechot

À l'échelle nationale voire internationale, il est facile de penser à des cas de pression, de censure, ou d'intimidation. Dans le monde entier, des artistes sont réduits au silence, des journalistes sont assassinés, des opposants politiques sont emprisonnés. Ils subissent et ressentent continuellement les menaces des élites économiques et politiques de leurs pays. Loin de nous l'idée que cela puisse arriver à un niveau aussi local que celui de Palaiseau, ville de banlieue paisible de l'Essonne. Les menaces, censures, pressions, c'est pour les autres, les gens qui font vraiment trembler le pouvoir, pas pour nous. Et pourtant.

En juin de cette année, nous sortions le premier numéro du *Petit ZPL*. Celui-ci parlait d'un lieu qui tient à cœur à de nombreux habitants de Palaiseau : Le Ferry, une ancienne école réaménagée en friche culturelle, sous la direction de l'ancienne municipalité de la ville (<http://lepetitzpl.zpl.zone/2016/07/1-faire-mourir-lieu-culturel/>). Ce premier numéro visant à rappeler l'histoire du

Ferry, concordait avec la fin des résidences des artistes qui y étaient conventionnés. Certaines réactions furent, pour le moins, inattendues...

### Montrer les dents pour museler

Jusqu'à la sortie du journal, les artistes du Ferry ne savaient pas s'ils seraient renouvelés. Certains avaient obtenu un accord oral avec la mairie, qui leur promettait une reconduction (notre imprimeur de l'époque le *Shlag Lab* notamment). Lors d'une réunion avec les résidents, un cadre de la mairie demanda clairement « quels artistes avaient un rapport avec le journal », en expliquant que cela jouerait sur leur renouvellement. Cette personne ajouta que les artistes « n'avaient pas à faire de la politique », puisqu'ils se trouvaient sur un lieu municipal, précisant que cela était écrit dans leurs conventions. Ce qui est faux : les artistes ne sont pas soumis au devoir de réserve. Le but de cette manœuvre n'était pas d'informer les résidents de leurs droits et devoirs, mais bien d'essayer de les

### SOMMAIRE

P.1 : Censure à ZPL. P.2 : Un conte filousofique. P.3 : Annulation d'*Aoutside*. P.4 - 5 : Chroniques en pagaille. P.6 : Courrier des lecteurs. P.7 : Rigolade.

**FÂCHE INFO**

Avec un immense regret nous vous informons de l'annulation du 22<sup>ème</sup> Festival Montagne & Musique.



ANNULÉ

D'ABORD LE PAPIER. MAINTENANT LES ARBRES!

Le maire scie la branche sur laquelle il est assis en plantant les festivals à la chène. Après avoir envoyé à l'acacia quelques mois un nombre considérable d'événements moteurs de rassemblement des Palaisiens, c'est maintenant le 22<sup>ème</sup> festival Montagne et Musique du Bout Galeux qui est coupé à la racine. Notre bon maire, impuissant, n'en a toujours pas a-cèdre tourner sa veste et se dit saule-idaire avec les bûcherons scierie-n ne s'est passé le 24 et 25 sept. Cette frêne-ésie sécuritaire nous emplit d'une sensation de mélèze : « Séquoia du monde que c'est dangereux, épicea nous d'assurer la sécurité des palaisiens, m'sieur. Si t'es pas content t'acajou-indre mon responsable... » Et hop voilà comment noyer l'apin.

Bref, ce qu'on retient, c'est que La préfecture fait son bouleau, le maire est aussi très sorry (autant de langues de bois dans une cabane que dans Cyprès Story.)

Profkiller




museler. Aucun artiste impliqué dans la conception du journal ne fut finalement reconduit.

Quelques jours plus tard, cette personne revint à la charge contre le journal. En réaction à l'article publié dans le numéro sur le Ferry, elle me menaçait, de par mon statut de directeur de la publication du *Petit ZPL*, de me « faire casser les jambes par des mecs de la Grande Borne de Grigny » si elle ou son équipe étaient cités dans le journal - ajoutant qu'elle avait trouvé mon adresse domiciliaire sur internet. Pour être précis, ces menaces ne me furent pas proférées directement : des amis qu'elle était allée voir me les rapportèrent. Elle leur avait bien précisé de me faire parvenir ses paroles. Je ne pouvais pas laisser ces propos sans explications. Je suis donc allé la voir. Elle se justifia, disant que c'était « par peur » qu'elle m'avait menacé. Par

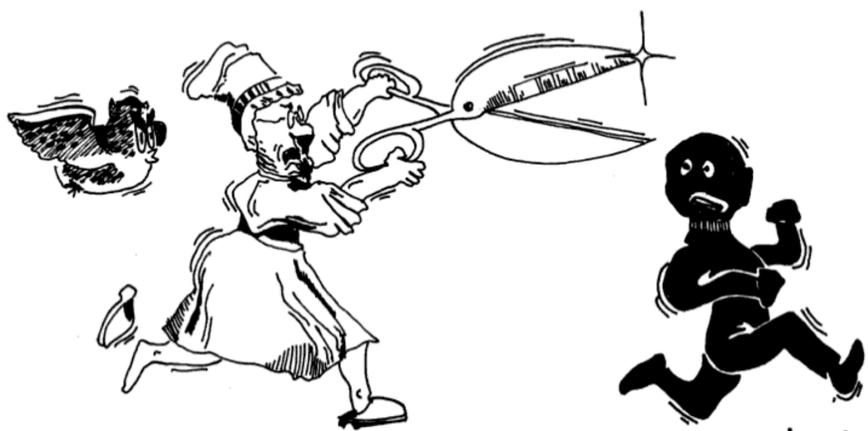


Fig.1: Les haletantes poursuites d'Anastasia\*

peur de quoi, de qui ? On peut supposer que la parution d'un journal critique envers la politique sociale et culturelle de la ville porte préjudice à son emploi, et donc, qu'elle subisse elle-même des pressions de sa hiérarchie (voir organigramme p. 5). Cela ne justifie pourtant en rien ces menaces.

Afin de faire connaître notre canard local, nous avons pris l'initiative de l'apporter aux principaux relais de presse et littérature de Palaiseau : le kiosque récemment ouvert Place de la Victoire, la médiathèque, ainsi que d'autres établissements. Nous sommes tout à fait en droit de le faire, puisque comme n'importe

quel journal, nous pouvons légalement nous arranger avec les gérants de ces magasins pour la diffusion. Ce sont à eux de choisir s'ils souhaitent le distribuer ou non. Là encore, les obstacles ne se firent pas attendre. Les petits ZPL ne prirent leurs quartiers au nouveau kiosque que pour quelques jours : par deux fois, des « gens de la mairie » y étaient passés afin de dissuader le kiosquier de les disposer sur son présentoir. Un autre commerçant a également subi des pressions, et dut bien vite se séparer de nos journaux. À noter que ces deux structures sont locataires des lieux, le propriétaire étant... la mairie. Quant à la médiathèque, un employé nous expliqua que l'établissement

ne pouvait tout simplement pas prendre nos journaux puisque cela les mettrait dans une situation délicate avec la municipalité...

### Ni lieu ni maire

Quoi qu'en dise la municipalité, ces exemples de pressions, intimidations et menaces sont des tentatives de censure par rapport au travail que nous faisons avec *Le Petit ZPL*. Il en existe d'autres : certaines sont abordées dans les pages de ce numéro, d'autres ne peuvent être mentionnées pour diverses raisons, principalement pour ne pas porter préjudice à ceux qui nous aident dans la rédaction, la fabrication et la diffusion du journal.

Sommes-nous si dérangeants que ça ? La mairie ne peut-elle pas supporter un peu d'opposition à ses décisions politiques et culturelles ? Les sujets que nous abordons sont-ils trop subversifs ? Nous ne cherchons pas à critiquer sans but, nous souhaitons faire réagir les Palaisiens sur des sujets qui nous touchent, mais dont ils peuvent difficilement entendre parler : trop locaux pour la presse nationale, trop contrariants pour la presse municipale, le *Palaiseau Mag*. Nous diffusons ces informations dans une intention sincère d'informer les habitants sur ce qu'il se passe dans leur ville. Et malgré les menaces, les intimidations et les pressions, nous ferons tout pour que *Le Petit ZPL* perdure.

R.G.

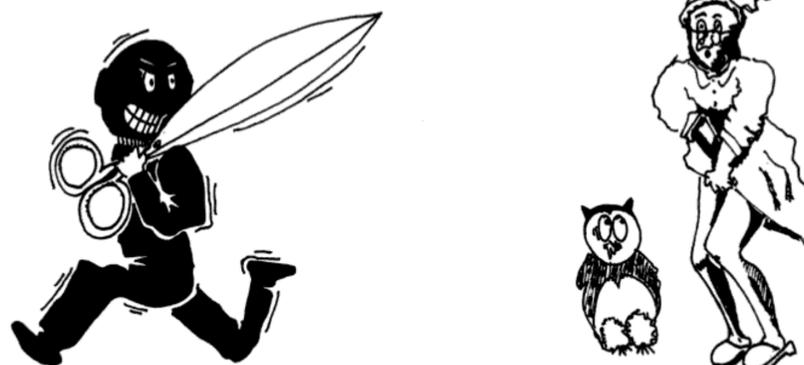


Fig 2: Les déboires déçus d'Anastasia\*

\*Anastasia : allégorie de la censure dans la presse.



### TORCHON SÉCHERESSE À NIDOISEAU

Il était une fois un bourg tranquille qui s'appelait Nidoiseau. Sur ce bourg régnait un duc, un duc tellement vide qu'on le surnommait Trou. Dans ce bourg il y avait une maison bien remplie, avec des Troubadours et beaucoup de mieux que rien. Le Duc Trou ne pouvait supporter le trop plein de cette baraque et y appliqua vite fait bien fait une guérilla de portes fermées, de chaises vides et de tranchées. Virés comme des vieux canapés à l'heure des vrais encombrants, les Troubadours sniffèrent contre leur gré une amère poudre d'escampette mais ils promirent juré craché qu'ils laisseraient quelques souvenirs. C'est ainsi qu'ils organisèrent deux gesticulations piétonnes, trois affichures provocantes, cinq ou six fêtarderies et un pique-nique interdit. À chaque fois, les maréchaussées locales ne purent contenir ce doux boxon. Le Duc Trou se fâcha rouge, rouge tout rouge et faux derche.

Pour maintenir la rigolerie, les Troubadours et leurs beaucoup de mieux que rien eurent l'idée amusante de pondre de jeunes canards qu'ils surnommèrent les pitizoupoulous. Les pitizoupoulous s'envolaient très bien, les nidoiseauliennes et les nidoiseauliens les achetaient pour trois fois rien et les grignotaient comme petits pains croustillants. Les Troubadours y lurent un encouragement et poussèrent le bouchon jusqu'à la bouquinisterie.

Il y avait, à Nidoiseau, une bouquinisterie. Le bouquinistier avait le visage rond et il était fort sympathique. Il hébergea les pitizoupoulous avec un sourire en coin. Malheureusement, un lecteur vigilant vit d'un sale œil les jeunes canards. Il s'en offusqua et alerta fissa la cour du Duc Trou, pour poucaver fiérottement le gentil bouquinistier. On raconte que le Duc Trou se fâcha rouge, rouge tout rouge et faux derche, mais qu'il félicita le lecteur vigilant. On dit qu'alors le Duc Trou dépêcha un surintendant qui descendit autoritaire à la bouquinisterie afin d'en faire évacuer les pitizoupoulous. Il menaça le bouquinistier d'une grosse grippe aviaire s'il persistait à diffuser le jeune canard aux ailes noires.

C'est depuis ce jour là qu'on ne trouve plus de pitizoupoulous à la bouquinisterie de Nidoiseau. Mais c'est depuis ce jour là qu'ils piaillent partout ailleurs.



Poème : Briac / Illu : Vali



## Dossier spécial : annulation de la 7<sup>ème</sup> édition d'Aoutside

### Pourquoi Aoutside n'a pas eu lieu ?

La 7<sup>ème</sup> édition du festival Aoutside, grande fête ayant réuni pour sa 6<sup>ème</sup> édition près de 7000 personnes sur 2 jours à Palaiseau, a été annulée par les organisateurs suite au refus du maire de Villebon de délivrer une autorisation de débit de boisson.

Pour vendre de l'alcool lors d'un événement, une association est obligée de demander une autorisation de débit de boisson à la mairie dont dépend le site qui accueillera l'événement. Chaque année pour Aoutside nous faisons donc la demande au maire de Villebon-sur-Yvette car le stade, bien qu'exploité par la municipalité de Palaiseau, est situé sur la ville de Villebon.

Cette demande est généralement le cadet de nos soucis car elle est acceptée chaque année sans problèmes. Or, courant juillet, nous avons reçu un mail de la mairie de Villebon nous indiquant que cette demande nous avait été refusée par le maire sur conseil de la gendarmerie de Palaiseau. Étonnés, nous avons cherché à prendre contact avec M. de Fontenaille, maire de Villebon, ainsi qu'avec notre interlocuteur à la gendarmerie.

Il faut savoir que durant les mois d'organisation du festival, nous organisons plusieurs réunions traitant de la sécurité du festival auxquelles participent la police municipale et nationale, la gendarmerie, l'entreprise de sécurité avec laquelle nous travaillons, l'unité mobile de premiers secours, le personnel du stade, les élus, etc. Lors de ces réunions, nous abordons plusieurs sujets : sécurisation du site, balisage des issues de secours, sécurisation des rues attenantes au site, accompagnement de la sortie du public, prévention, coordination entreprise de sécurité/forces de police, et alcool. L'alcool est un sujet sensible et les débats tournent souvent autour de la question de la consommation extérieure au site (faut-il laisser entrer le public avec de l'alcool ou non ?) et de la prévention. L'autorisation de vendre de l'alcool n'a, quant à elle, jamais été remise en cause.

Face à ce refus nous avons donc contacté le maire et la gendarmerie. Le maire nous a répondu par mail en disant qu'il ne changerait pas d'avis sans un avis positif écrit de la gendarmerie.

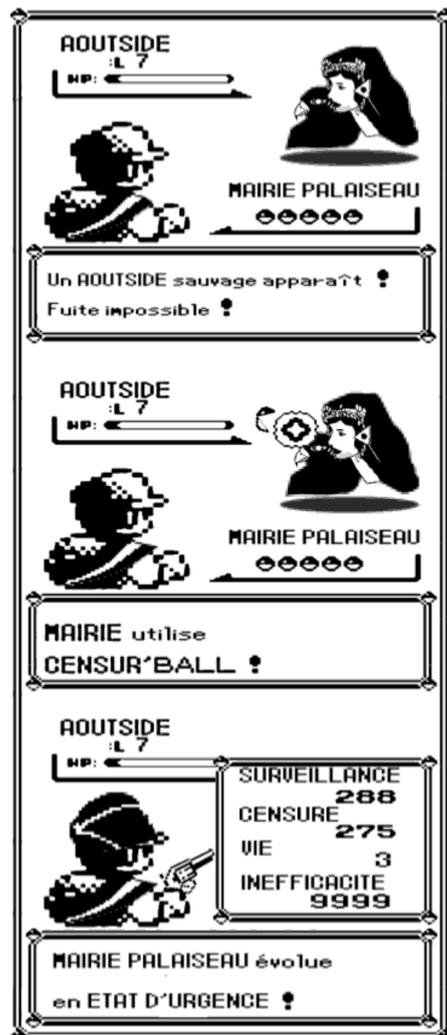
Notre interlocuteur à la gendarmerie étant en congés nous avons échangé avec son supérieur, l'adjudant-chef. Ce dernier nous a confirmé qu'il avait bien donné un avis négatif au maire de Villebon. Ses arguments étaient que :

- l'année précédente une personne avait été évacuée à cause d'une consommation d'alcool irresponsable ;
- l'événement était un événement à problèmes et

qu'empêcher de vendre de l'alcool engendrerait moins de problèmes ;

- des jeunes, même majeurs, ne devraient pas pouvoir avoir accès à de l'alcool lors de ce type d'événements.

Nous lui avons répondu en détaillant notre dispositif de sécurité et de prévention qui venait d'être accepté en préfecture, en insistant sur le fait que vendre de l'alcool permettait une consommation plus raisonnée et réduisait les apports extérieurs, que cela permettait également de faire une veille sur les personnes trop alcoolisées qui se rendaient au bar et qui pouvaient ensuite être confiées aux équipes de premiers secours. Nous lui avons également dit qu'au 15 juillet nous n'aurions pas assez de temps pour trouver une source financière pouvant compenser l'absence de bar et que nous serions dans l'obligation d'annuler le festival.



À cela il nous a répondu que ce n'était pas son problème, que l'on pouvait argumenter ce que l'on voulait mais qu'il ne changerait pas d'avis et que c'était bien beau de se faire de l'argent sur la biture des jeunes. Impuissants, nous n'avons rien pu répondre d'autre que dans ce cas, les fêtes municipales et autres bals des pompiers se faisaient également de l'argent sur la biture des jeunes et qu'on leur foutait la paix. Peut-être parce qu'eux sont « adultes ».

Après cet échange s'en est suivie une navette de

plusieurs jours entre les mails avec le maire de Villebon et des appels à la gendarmerie pour tenter de faire changer d'avis les uns et les autres. En vain. Le maire de Villebon a systématiquement esquivé nos propositions de rencontres ou d'appels, il n'a d'ailleurs jamais pris la peine de répondre au mail qui l'informait de l'annulation du festival.

### Pourquoi Aoutside n'a vraiment pas eu lieu ?

On n'en saura jamais rien. Il a été facile pour le maire de Villebon de se cacher derrière un avis de la gendarmerie qu'il n'est d'ailleurs pas dans l'obligation de suivre et pour le maire de Palaiseau de dire qu'il ne peut rien faire. Le discours « langue de bois » et le refus des deux parties d'écouter nos arguments nous ont profondément frustrés. Ce qui est d'autant plus frustrant c'est que ce refus émane de deux personnes qui n'ont jamais daigné nous rencontrer. L'adjudant-chef n'était pas notre interlocuteur, nous ne l'avions jamais vu à aucune des réunions d'organisation et le maire de Villebon n'a jamais répondu à notre proposition de rencontre, faite en juin, pour lui présenter le projet de la 7<sup>ème</sup> édition du festival.

Nous ne saurons donc jamais si cette décision émane d'une volonté plus profonde d'empêcher que le festival ait lieu. Ce que nous savons, c'est que nous sommes dans un contexte national de psychose générale liée aux attentats et de fermeture ou annulation progressive des rassemblements festifs et alternatifs. Localement, les décisions évoluent également dans ce sens : fermeture du Lieu de Vie Culturel Le Ferry, format réduit de la Fête de la Ville, annulation du Festival Montagne et Musique, etc.

Ce que nous savons également, c'est qu'Aoutside est un événement qui pose problème dans les municipalités. Nous sommes principalement en contact avec celle de Palaiseau qui soutient financièrement le projet (environ 10 % des recettes du festival) mais dont le maire, M. de Lasteyrie, nous a plusieurs fois fait comprendre que le festival engendrait trop de nuisances (sonores principalement), qu'il était contre l'utilisation de bois de récupération dans la décoration et l'installation du festival, etc. Peut-être que dans un contexte d'état d'urgence c'était plus simple pour tout le monde (Palaisiens, Villebonnais, Orcéens, Franciliens exceptés) que ce festival n'ait pas lieu.

Quoi qu'il en soit, Aoutside n'est pas mort, et nous reviendrons plus forts avec une 8<sup>ème</sup> édition toujours plus grandiose. Nous souhaitons que ce festival dépasse les guerres locales et divisions politiques, qu'il puisse être reconnu comme un événement à portée intercommunale et francilienne et que chaque édition propose une programmation musicale, artistique, associative, alternative, variée, cohérente et sous le signe de la découverte.

Noémie, régisseuse du festival.

### Palaiseau mag'

Numéro 208 | septembre 2016 page 30

#### Pourquoi Aoutside n'a pas eu lieu ?

Le 7<sup>e</sup> festival Aoutside a été annulé par ses organisateurs car ils n'avaient pas reçu par la gendarmerie compétente sur Villebon (où se situe le stade de Palaiseau) l'autorisation de vente d'alcool dans le cadre de cette manifestation. Opération Maxi Puissance, l'association en charge de l'événement, a considéré que cette interdiction mettait « en danger le projet de l'association sur le long terme. » La municipalité regrette cette décision qui prive notre ville d'un rendez-vous de qualité.



Le Petit ZPL clame aujourd'hui haut et fort "JE SUIS GENDARME", en ces temps durs pour la gendarmerie de Palaiseau. En effet, il semblerait qu'une sacrée coquille se soit "glissée" dans un article du Palaiseau Mag'. Le journal affirme que c'est la gendarmerie qui n'a pas autorisé la vente d'alcool sur le festival alors que cette autorisation dépend uniquement du maire. C'est donc bien le maire de Villebon qui est responsable de l'interdiction d'ouverture temporaire de débit de boisson et non ces pauvres gendarmes qui n'ont fait que donner leur avis (bien tranché) sur la question. La rédaction du Petit ZPL tenait à rétablir l'injustice faite aux gendarmes et s'interroge sur un potentiel serrage de coudes entre les deux municipalités. Affaire à suivre...



Hymne aux Forces De Police

## Comment j'ai perdu ma naïveté

### Souvenirs de la Fête de la Ville 2015.

Hé oui, tout vient à point à qui sait attendre et ce n'était pas tendre ! Place de la Victoire, pendant le concert des « faux Beatles » (déjà il y avait un terrain de frustration)... le groupuscule tant redouté du Ferry débarque, tracts en main, annonçant une manifestation festive en soutien au Ferry.

C'est non sans une certaine fierté que nous nous approchons du panneau d'Expression Libre, qui avait été mono-politisé par 4 affiches « Les Républicains », la liberté d'expression ayant été réduite à des marges...

Armés d'un seau de colle et d'un pinceau, affiches sous le bras, nous bravons d'un regard les républicains en train de chanter les Beatles... Anachronisme accepté.

Il nous aura fallu défier un cerbère à matraque, débattre avec des sexagénaires perchés sur une barrière et escalader cette barrière pour atteindre le Graal !

Notre droit d'expression assumé, et pas le temps de dire « ouf » que notre élu à la sécurité avait retiré notre affiche. Pendant que mes comparses entrent en discussion avec ledit monsieur qui rouge de colère nie le geste, pourtant pris en flagrant délit... (on commençait tout juste à marcher sur la tête), je pars chercher une autre affiche.

C'est alors qu'un jeune homme, gueule d'ange, maire adjoint, me glisse « si vous

avez des affiches à perdre... ». Dépitée, je me dis que si même les anges s'y mettent - et aussi que la malhonnêteté intellectuelle ça doit s'attraper à Sciences Po (mais ça, c'est une autre affaire) - bon, passons, je garde mon sang-froid, je ne me décourage pas, nous sommes dans un pays de droit.

La seconde affiche posée, commence un jeu : « si tu pars, j'arrache ton affiche ». Alors nous sommes restés... jusqu'à une heure du matin... à veiller notre petite affiche.

Nous tentons une conversation raisonnable avec le clan Lasteyrien. Je guette où la discussion sera constructive... Ah, je suis sauvée : une jeune femme blonde, charmante, avec qui je devrais pouvoir discuter calmement. Il ne s'était pas passé 5 minutes qu'elle me dit « mais ce que vous faites au Ferry, un enfant de 5 ans pourrait le faire » - nous avons touché le fond, les abysses... À la différence près que dans les abysses, il y a des créatures lumineuses. Là, pas de lumière... Et moi, excédée, « bah oui, et Pina Bausch, elle gesticule... ». Répartie incisive, n'est-ce pas ? Qui a fait un flop, puisque la madame ne connaissait pas cette grande chorégraphe. Je dois avouer m'être sentie bourgeoise, mais c'était le cri du cœur.

Dans un dernier espoir salvateur j'interpelle les policiers, certaine que leur mission est de protéger les citoyens : « Mais messieurs, ces gens n'ont pas le droit d'enlever notre affiche, faites quelque chose ! ». C'était sans compter sur le fait que celui qui voulait enlever notre affiche, c'était leur chef.

Voilà ce qu'on appelle un dépucelage en bonne et due forme.

Le mot démocratie a sonné dans ma tête puis il s'est envolé là, à l'endroit où vont les gens quand ils meurent, six pieds sous terre !

Après ça, on peut toujours se demander pourquoi les gens ne vont pas voter... MDR LOL PTDR, à défaut d'en pleurer on en rigolera. Parce que c'est certain, j'ai compris maintenant dans ma grande naïveté le problème de notre conseil municipal : c'est qu'il est en manque d'amour. Voilà pourquoi... « ALL YOU NEED IS LOVE »

Manon Pélissier



Fosca More

## SOYEZ CHELOUS !

Au-delà de la déviance définie par la loi et sanctionnée par l'État - celle qu'ils appellent délinquance -, la puissance de la norme sait se montrer plus insidieuse. La déviance déterminée par l'habitude du groupe (sur les questions de mode de vie, de genre, de tenue,

de langage, d'attitude ou de n'importe quel domaine) est limitée avec succès par le regard scrutateur du groupe sur l'individu.

Le conformisme c'est cette pression à borner son comportement, voire sa pensée, à ce que le groupe trouve acceptable, normal. Il s'appuie notamment sur la quête d'appartenance des individus et sur la volonté des groupes de figer et défendre une identité. Même des groupes fondés sur l'anti-conformisme face à la société dominante développent des injonctions conformistes envers leurs membres. L'appartenance (ou l'aspiration à l'appartenance) à un groupe peut conduire l'individu à transformer son apparence, son attitude, jusqu'à sa personnalité (publique) ; à renoncer à exposer certains goûts, certains intérêts, certaines idées...

Cette victoire du conformisme par l'autocensure c'est la défaite de la liberté, de la créativité et de la diversité. Face à la puissance de la norme, l'arme la plus efficace reste la démonstration de son impuissance par l'exemple de la déviance : celui de l'excentricité, de la bizarrerie, du choix alternatif, de la différence qui viendra nourrir l'imagination.

« Justement parce que la tyrannie de l'opinion est telle qu'elle fait de l'excentricité une honte, il est souhaitable, pour ouvrir une brèche dans cette tyrannie, que les gens soient excentriques. » (John Stuart Mill, *De la liberté*.)

Pierre Apoteker

## À ce qu'il paraît, on n'aurait pas le droit de vendre Le Petit ZPL à la criée dans l'espace public quand bon nous semblerait. Mais en fait si. Explication.

Samedi 3 septembre, se tenait le traditionnel Village des Associations de Palaiseau. Le maire, dans sa lettre aux Palaisiens de septembre y invitait « les familles, les sportifs ou encore les seniors à y venir faire le plein d'activités ». Quid du reste des citoyens qui animent les associations culturelles, sociales, syndicales et politiques ou autre ? Jusque là on ne sait pas. Nous, sans y être invités, nous y sommes allés, pour vous vendre votre journal désormais préféré. Une employée de la mairie extrêmement agressive a alors alpagué deux de nos vendeuses qui arpentaient tranquillement la Place de la Victoire : « Vous allez arrêter tout de suite ! Le tractage est interdit dans les allées ! Pas de propagande politique etc. ». Quoi quoi quoi ? La loi Bichet de 1947 est formelle : « Toute entreprise de presse est libre d'assurer elle-même la distribution de ses propres journaux et publications périodiques par les moyens qu'elle jugera les plus convenables à cet effet ». Quant au fa-



meux article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement ».

En réalité, un an et demi après l'unanime « Je Suis Charlie », slogan d'union nationale œcuménique sauce bleu-blanc-rouge qui prétendait défendre bec et ongles la liberté de la presse, les grands médias n'ont jamais autant été concentrés entre les mains



de quelques groupes industriels. Quant à la presse libre et indépendante, elle n'a jamais été aussi entravée. Pendant les manifestations contre la Loi Travail, des journalistes indépendants ont été sommés par la police d'effacer leurs photos et vidéos qui montraient les violences policières, sous peine de confiscation des caméras. La police protège la police, dans le fond il y a une logique. À Lille, un journal libre tient le coup depuis 9 ans : c'est *La Brique*. Vendue à la criée sur les marchés (comme *Le Petit ZPL*), la feuille de chou « sans publicité, sans subvention, sans conces-



sion » ne plaît pas et ne cherche pas à plaire aux pouvoirs publics. Résultat : assignation au tribunal par deux fois pour avoir enfreint un arrêté municipal absurde et illégal qui entend interdire la vente de journaux sur les marchés.

Cet acharnement contre nos journaux et notre liberté laisse rêveur : ont-ils vraiment peur de nous ? Ont-ils peur qu'on fasse de l'ombre à leurs amis Dassault, Lagardère, Rothschild et Bolloré ?

Alban Lebrun

## L' intimidation invisible ou auto-intimidation

Lors de nos fréquentes distributions du *Petit ZPL* dans la ville, dans la rue, sur les marchés ou encore lors d'événements festifs - s'il en reste à Palaiseau ? - il nous est souvent arrivé de rencontrer des Palaisiens appréciant et/ou comprenant la démarche mais dans l'impossibilité d'acheter le journal parce qu'employés par la municipalité. Le simple fait d'être vu en possession du journal indépendant, et quelque peu satirique, serait susceptible de mettre dans une situation inconfortable si des cadres de la mairie le remarquaient.

Ces constatations poussent à réfléchir sur le sujet. Quel système permet à un employé municipal, avant tout au service des Palaisiens et payé par les impôts, d'avoir ainsi peur pour son poste ? Peut-on vraiment avoir une opinion quand on est employé par la mairie ? D'autant plus quand le patron est maire, tête de liste d'un parti politique.

### Zone de pression libre

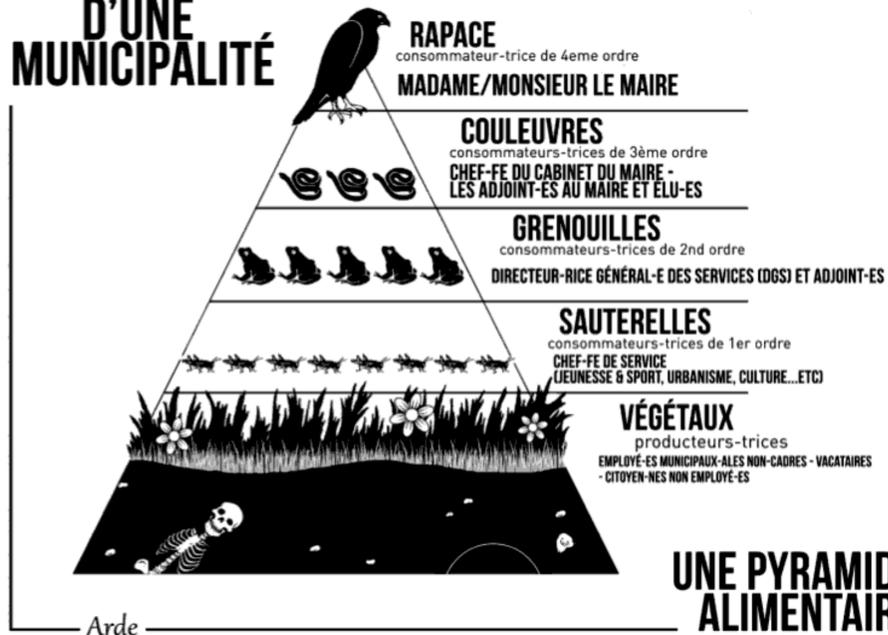
Bien évidemment l'employé municipal souhaite garder son poste et son salaire. Un boulot dans la fonction publique est perçu comme une chance aujourd'hui, le marché de l'emploi étant féroce. On peine à trouver du boulot et encore plus à trouver un job pour lequel on est qualifié. Si on trouve une place, mieux vaut la garder. Certains sont, ou ont été, vacataires en situation précaire au sein de la mairie des années entières avant d'espérer peut-être décrocher un contrat. Salarié du public ou du privé, même combat. Le patron est roi. Et ça ne va pas

en s'arrangeant.

Néanmoins l'employé municipal sait que la possession d'un journal ne lui coûtera pas son poste, il ne sera jamais viré pour ça. Ce serait grotesque, évidemment. Ce qu'il sait davantage c'est que sa hiérarchie peut aisément le foutre au placard, lui pourrir la vie et/ou à terme ne pas renouveler ou pérenniser un contrat, si précieux. On pense facilement à des exemples de collègues de terrain qui ont un peu trop cherché à bien faire leur boulot, souhaitant agir utilement, mais à qui on a rapidement rappelé quelle était leur place dans la hiérarchie. Ces derniers connaissaient pourtant bien le terrain et ses problématiques ainsi que ses habitants et son tissu associatif. Ceux qui choisissent et décident sont bien sûr dans les bureaux, bien loin de la réalité. Ils appliquent les décisions d'une « équipe municipale » élue à 6 615 voix pour 20 862 inscrits. Une équipe de « représentants » qui ne représente pourtant que 32 % des Palaisiens.

Alors, l'employé municipal n'est pas fou. Un journal qui, entre autres, charrie un peu son patron et souhaite informer les Palaisiens, ça peut l'intéresser, mais bon... faut d'abord essayer de remplir le frigo. Pour feuilleter *Le Petit ZPL*, il faudra s'planquer, être discret. C'est d'autant plus malheureux que ça semble tragiquement logique. C'est la même chose pour beaucoup d'autres exemples que celui du journal. L'intimidation est permanente, et invisible, donc beaucoup plus dangereuse. Beaucoup d'employés sont conscients de ces situations d'autocensure et d'intimidation mais peu osent les re-

## ORGANIGRAMME D'UNE MUNICIPALITÉ



## UNE PYRAMIDE ALIMENTAIRE

mettre en cause alors qu'ils en sont eux-mêmes victimes.

Ils éviteront de prendre part à des manifestations à l'encontre des décisions de leur employeur, quand bien même c'est un droit fondamental. Ils brandiront pourtant à tout-va leur devoir de réserve, hésiteront fortement à se syndiquer, et même à acheter un journal.

### Cumul des mandales

Il en va de même pour les employés de la ville de Palaiseau comme pour ceux de la communauté Paris Saclay (anciennement CAPS, désormais «CPS»), eux aussi « agents de la fonction publique et territoriale ». Nous sommes allés à la rencontre de ceux qui travaillent à la Médiathèque George Sand à Palaiseau. Nous leur avons proposé d'accueillir *Le Petit ZPL* dans leur

rayon presse aux cotés des quelque 50 autres mensuels, hebdomadaires ou quotidiens des groupes Lagardère, Drahî, LVMH, Arnault etc. Là encore nous avons essuyé un refus. Le journal serait un peu trop engagé disent-ils, évoquant des craintes de conflits avec la municipalité. En effet le maire, M. de Lasteyrie, est aussi vice-président de la CPS et il existe un partenariat entre le Service Culturel, entre autres, et la médiathèque. On peut pourtant lire *Valeurs Actuelles* - journal d'extrême droite - dans des médiathèques du réseau CPS, comme le souligne un des employés. Mais paraît-il que *Le Petit ZPL* parle de sujets « trop locaux » pour trouver sa place à la médiathèque de Palaiseau, contrairement au *Républicain de l'Essonne* ou au *Palaiseau Mag*, qui eux, y trônent logiquement en leaders de l'info locale.

Arde



## Agent Technique à la Mairie de ZPL.

Témoignage d'un ancien Agent Technique à la mairie de Palaiseau qui souhaite rester anonyme. L'équipe du *Petit ZPL* lui a ouvert ses colonnes, ses propos relatent les pressions de ses employeurs.

C'était en avril de cette année. Un jour de travail, à 9 heures du mat', tous les agents communaux sont conviés à se réunir au *Caveau Jazz* à l'invitation du maire pour partager un moment de dialogue. Après un discours d'une vingtaine de minutes, Grégoire de Lasteyrie nous invite à lui poser des questions sur notre travail au sein de la ville.

Une élue syndicale se lève et commence à lui poser des questions. Des réponses suivent. Puis plus rien. Le maire se languit, nous nargue en nous incitant à parler. « Il n'y a pas que nos élus syndicaux qui ont le droit à la parole. Il ne faut pas avoir peur. » On peut lui parler de Palaiseau s'il n'y a aucun problème avec le travail. Les langues se délient alors un peu, deux autres personnes posent des questions. Je me dis que je pourrais alors lui demander une réponse à la lettre que je lui ai écrite un mois avant cette réunion sur la mauvaise circulation automobile de l'Avenue Stalingrad. Un problème que tous les automobilistes palaisiens connaissent aux heures de pointe quand ils vont et reviennent de leur travail. Il me répond qu'étant une départementale, il ne pouvait pas faire grand chose. Seul le département avait les prérogatives pour. Je comprends donc que le problème ne sera pas réglé

de sitôt et qu'il va falloir que j'adresse un courrier au département pour leur soumettre mes idées.

La réunion continue puis se termine peu de temps après. Un buffet de viennoiseries nous attend à la sortie pour clôturer ce moment. J'y croise beaucoup de monde que je connais. J'en profite pour interpellier le directeur des Services Techniques de Palaiseau sur les propositions de ma lettre pour régler ce problème de circulation. Il me dit qu'ils y réfléchissent et que j'aurai une réponse. Satisfait, je quitte la réunion et repars avec mes collègues pour faire ma journée. Le lendemain, le directeur du Centre Technique me convoque dans son bureau. S'en suit un entretien où il me demande : « pourquoi avez-vous posé cette question sur la circulation de Palaiseau ? ». Il m'explique que je devais d'abord lui « poser la question avant » et surtout, que je ne devais « pas envoyer des lettres au maire directement ». Bref, « qu'il avait autre chose à faire ».

Il conclut sur ces paroles : « maintenant que vous êtes agent municipal, vous ne pouvez pas vous permettre de poser ce genre de question. » Je lui répondis alors : « j'ai envoyé cette lettre en tant que citoyen de Palaiseau, cela n'a rien à voir avec mon travail ». Mais sa hiérarchie n'était pas contente, et le lui avait fait savoir. Je finis par le rassurer en lui disant que j'essaierai de faire ce qu'il me dit. Je ressors de cet entretien choqué et halluciné par ce que je viens d'entendre. À l'intérieur de moi je me dis qu'ils sont fous et que leur mépris est à la hauteur de leur égo.

Anonyme

## Un p'tit conseil, Palaisiens : restez sages !

Courant novembre 2015, un message sur mon répondeur m'informe que je suis convoquée au commissariat de Palaiseau. Interloquée, je prends vite fait RDV. Motif : une plainte portée par M. de Lasteyrie, maire de Palaiseau, au sujet d'une série de tags. (NDLR : Une dizaine de tags dans la ville selon la police)

Le jour J, j'exprime ostensiblement mon indignation : « Pourquoi moi parmi les dizaines de milliers de Palaisiens ? ». L'officier de Police qui me reçoit m'explique : « Vous avez déclaré être responsable de la *Ferry Party*, manifestation festive et revendicative du 10 octobre dernier ».

Mon indignation gonfle : « - ah bon, parce que, par exemple, la police convoque les responsables syndicaux quand, consécutivement à une manifestation nationale, des dégradations sont enregistrées ? Quel rapport entre la *Ferry Party* et les tags ? - Désolée madame, mais dans le cadre de cette enquête, le cabinet du maire de Palaiseau nous a transmis vos coordonnées, je suis dans l'obligation de vous entendre ». Dans ma tête, ça tourne : « Ainsi on cherche à me nuire, à m'intimider... moi et à travers moi l'ensemble des membres du Collectif des Usagers du *Ferry* ! ».

Ce jour-là, M. le maire nous a donné un bel exemple de ses méthodes de résolution des conflits et de sa conception de la démocratie locale ! Un petit conseil Palaisiens, surtout restez bien sages et n'exprimez pas vos idées sur ce qui se passe par chez vous sinon : collimateur et tentative de muse-lage !

Sabrina Belbachir

## Courrier des lecteurs :

**Le petit ZPL, sexiste ? Voici le courrier d'une lectrice réagissant aux contenus du numéro 2 et particulièrement au dénommé « encart sexiste ». Ça lance des débats, ça soulève des questions.**

Chères toutes, chers tous, rédaction et fidèles lecteurs du Petit ZPL, parlons égalité des sexes.

Pour commencer, un exercice de visualisation : fermez les yeux et représentez-vous par la pensée une des femmes illustrées dans le numéro précédent du journal. Vous y êtes ?

De deux choses l'une : soit vous avez une bonne mémoire et vous êtes remémoré une pin-up avec une cible en place de vulve et la promesse de tomber le bas contre rémunération ; soit vous avez choisi de croire que le casseur de manifestant cachait sa poitrine sous son uniforme ou qu'Alfred était une femme transgenre, auquel cas votre imagination est méritoire.

Le Petit ZPL a décrit une société où les hommes peuvent être CRS, assassins, manifestants, maires, superhéros, valets, immigrants broyés par le système... tandis que la femme n'est pas plus que la combinaison de survie d'un vagin, avide de se prostituer pour le bénéfice de ses maquereaux. Comme s'il était fondamentalement préférable de montrer un homme ou un 'neutre' masculin qu'une femme. (On peut minimiser : on parle ici des seules illustrations d'une seule édition d'un seul journal, quelle importance au fond ? Mais il s'agit d'un biais systématique, et vous pouvez en faire le test dans vos médias en dénombant les femmes qui auraient aussi bien pu être des hommes sans changer leur rôle.)

La misogynie est double : par les chiffres, et par le choix de l'apparence de la seule femme, surmontée du titre « encart sexiste » comme si l'admettre palliait le problème. Mais on peut commettre un acte sexiste sans pour autant ÊTRE sexiste. L'important est d'apprendre, et de réparer.

Comment ? Pas en publiant un homme nu présentant sa croupe avec un regard agui-cheur. Les discriminations ne sont pas le fruit de groupes marginaux délibérément malfaisants, mais de systèmes de domination d'un groupe sur un autre, institutionnalisés et d'autant plus dangereux qu'ils font partie des moeurs. Si le groupe dominant peut recevoir des attaques ponctuelles, celles-ci n'ont aucune commune mesure avec les agressions que le groupe dominé subit constamment. Il n'y a pas de sexisme anti-hommes, comme il n'y a pas de racisme anti-blancs, et égalité de traitement n'est pas égalité de résultat : une femme nue, c'est la conformité à un système de domination qui la réduit à sa sexualité. Un homme nu, c'est une goutte d'eau dans un océan d'acide.

Il faut, de façon délibérée et régulière, représenter les femmes telles qu'elles existent : dans toute leur diversité d'ethnicité, d'âge, d'éducation, de religion, d'activité. Et pour ça ?

Il faudra commencer par montrer plus de femmes.

Charlotte

**Réaction à la chronique « Parole de Black Bloc » parue dans le numéro 2 du Petit ZPL**

- On ne peut pas théoriser que la violence est un moyen efficace pour se faire entendre face aux injustices en s'appuyant sur des événements historiques tels que 1789, 1936 ou la conquête de la sécurité sociale en 1946.

Bien sûr on peut ressentir de la colère face à l'usage du 49.3 par un gouvernement socialiste aux abois qui tente de discréditer le mouvement majoritaire dans le pays contre la loi Travail en utilisant de vieilles ficelles réactionnaires que sont les provocations et les violences policières répétées.

Et l'histoire de notre pays est pleine de ces moments révoltants où des manifestants pacifiques ont dû subir le feu de la répression : Fourmies, Merlebach, Charonne. Qui peut oublier Malik Oussekiné et Rémi Fraisse ?

Mais tous les mouvements historiques tels le Front populaire, « les Jours Heureux », Mai 1968 ou décembre 1995 se sont imposés non par la violence mais par des dynamiques devenues incontournables dans le pays.

C'est d'ailleurs ce que montre le nouveau documentaire de Gilles Perret au sujet de la sécurité sociale qui sortira début novembre.

L.C



- Bonjour,

Tout d'abord bravo pour cette initiative originale d'un journal local libre ! Je préciserai tout de même après lecture, libre mais pas apolitique !

Les CRA (...) c'est comme les centrales, oui mais pas à côté de chez moi ! Il faut séparer les problèmes ! Nous ne pouvons pas accueillir tous les clandestins du monde ! Il faut différencier les clandestins réfugiés politiques des autres clandestins. On enferme les gens oui, mais comment faire autrement en attendant de les avoir identifiés ?

1 : Recenser les clandestins politiques. Les identifier et après contrôle clarifier leur situation en leur donnant des papiers provisoires, un logis et les nourrir en attendant de leur donner du travail. Si nous ne pouvons pas faire cela, alors il faut arrêter de traiter 10% des problèmes ! Quant aux clandestins non réfugiés politiques il faut les renvoyer chez eux, il n'y a pas d'autre solution ; nous avons bien des problèmes en France non résolus : chômage, SDF, vieillards sans ressources, délinquance, attentats...

Le Ferry : depuis 40 ans à Palaiseau, je n'ai jamais entendu parler de ce lieu, ou est-il situé ? Était-il indépendant, avait-il une orientation politique ou religieuse ? Pourquoi la mairie l'aurait-elle fait fermer sans raison valable ? Drogue, alcool, violence, viol, repère politique ou religieux, conforme à la sécurité... tout ceci reste pour moi sans réponse.

Encore bravo les jeunes et bon courage !

Jean-Pierre Lemaire

**Le Petit ZPL : - Wesh J-P. Il est impossible de vous répondre ici entièrement, concernant les centres de rétention. Cependant, nous souhaitons montrer dans le numéro précédent que les CRA n'ont**

pas de caractère « utile » ni « efficace » (coûteux et peu d'étrangers sont renvoyés) comme le prétend le gouvernement. Mais au contraire, qu'ils ont bel et bien un caractère punitif (maintenir les retenus dans la précarité et la peur) - ce qui n'est pas admissible, puisque la rétention n'est justifiée par aucun crime ou délit.

Pour Le Ferry, nous vous invitons à vous référer au numéro 1 de notre journal (<https://lepetitzpl.zpl.zone/>), en particulier à l'interview de Damien de Feraudy et l'article « comment faire mouir un lieu de vie culturel ».

**Réaction de Damien, ex-employé municipal en tant que responsable du projet Ferry, à l'interview d'une régisseuse d'Aoutside paru sur notre site web (<http://lepetitzpl.zpl.zone>)**

- Big up Noémie pour cet entretien emprunt de mesure et de responsabilité.

Bon maintenant, la version réal-politique de cette annulation vient du maire de Palaiseau, qui possède une réelle influence sur son voisin de Villebon-sur-Yvette et sur la gendarmerie. C'est comme ça la politique locale, malheureusement. On n'est pas loin des élections présidentielles. On resserre les rangs. L'histoire c'est que l'OMP s'est investie dans l'aventure du Ferry de Palaiseau. Et dans la contestation à sa fermeture par M. de Lasteyrie, le maire parachuté de la ville de Palaiseau. Il s'est tellement fourvoyé dans cette affaire, à force de manipulation, de mensonge et de couardise, qu'il a maintenant un gros problème d'image vis-à-vis de la population. Il mesure l'audience que peut avoir L'OMP à travers Aoutside. Alors il a mis un coup de pression au maire de Villebon (qui était complètement hors-sujet de ce qui pouvait se passer sur le stade de Palaiseau depuis une bonne cinquantaine d'années lol). Et à la gendarmerie (cf copinage sécuritaire). Du coup ils sont allés chercher à sa demande n'importe quel prétexte pour faire capoter ce festival, qui reste sans doute l'une des plus grandes réussites locales de ces dernières décennies (sans rire).

Je crois que c'est pour ça qu'on aime de moins en moins les politiciens. Bouffons.

Wake up !!!

## Recette de l'Etouffe-Crétin à la palaisienne



Prenez une andouille, en sélectionnant de préférence une andouille du gratin,

Posez-la sur une planche et décortiquez-la. Pour éviter sa course à l'échalote : préférez la cuisson aux petits oignons. N'y allez pas avec le dos d'une cuillère, ne marchez pas sur des oeufs, mettez plutôt vos pieds dans l'plat et dans l'pétrin.

L'andouille peut-être est dure à cuire, Accompagnez-vous d'amis pour mettre la main à la pâte. Servez-vous d'une casserole qui traîne, ressortez-en une bonne et grosse patate chaude, Épluchez méticuleusement quelques grosses carottes, en détournant quelques pots de vins.

Mettez ensuite toute la sauce et ajoutez-y votre grain d'sel. Faites frirer et revenir l'andouille, puis laissez-la mijoter avec ses carottes, jusqu'à ce que les carottes soient cuites. Enroulez le tout dans une feuille de chou et envoyez-la s'faire griller. Servez la feuille de chou dans la rue, pour une bouchée de pain.

Mettez les restes au placard ou au frigo, 2 ans ferme.

Arde

### LEXIQUE

Askip : « à ce qu'il paraît ».

Thug : gangster crédible et respectable.

Zer : suffixe stylistique popularisé par le rappeur Booba.

ZPL : Acronyme de Zopal, verlan de Palaiseau.

Ex : « Askip Le Petit ZPL c'est des gros thug'zer ».



# ★ Le Petit ZPI ★

